

SNA News

and Notes

SNA News

Numéro 29
novembre 2009

Un service d'information du Groupe de travail
intersecrétariats sur la comptabilité nationale (ISWGNA)

Bulletin publié par la Division de statistique de l'ONU
Les documents et comptes rendus de réunion du Groupe de
travail peuvent être consultés à l'adresse suivante
<http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/iswgna.asp>

ÉDITORIAL

LA CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE – COMMENT LA COMPTABILITE NATIONALE A-T-ELLE RELEVE LES DEFIS?

Par Magdolna Csizmadia, UNSD

Ce numéro thématique de *SNA News and Notes* présente une série de quatre articles, chacun d'entre eux soulignant un aspect des questions que les statisticiens doivent aborder au lendemain de la crise économique et financière.

L'actualisation du Système de comptabilité nationale (SCN) vient de se terminer et certains pays avaient déjà commencé à mettre en œuvre la nouvelle version 2008 lorsque les premiers signes de la crise sont devenus apparents. Dans ce contexte, plusieurs groupes d'experts ont confirmé que la norme actualisée constituait une base saine pour l'intégration de ces récents développements économiques interconnectés au niveau mondial. De plus, le champ d'application étendu du SCN 2008, avec ses conseils en matière d'outils financiers et de secteurs financiers institutionnels, convient parfaitement pour répondre aux questions d'évaluation nées de la crise financière, comme l'explique *Anne Harrison dans son article*.

Le programme décrit par l'UNSD à l'occasion de la Commission de statistique 2009, qui prévoyait des consultations approfondies avec certains pays et certaines organisations internationales, a clarifié la nécessité pour la communauté statistique internationale d'entreprendre des initiatives et des actions coordonnées. Le manque de données n'est pas considéré comme la cause de la récession, mais les groupes d'experts ont mis en exergue la nécessité d'accélérer la fréquence des statistiques économiques et de réduire les déficits de données dans certains segments du secteur financier. *L'article de l'UNSD* résume

différentes activités et décrit de nouvelles initiatives, comme notamment la proposition de coordonner l'élaboration et l'évaluation d'une série de grands indicateurs du cycle économique que la Commission de statistique étudiera en 2010.

Dans le même temps, d'autres activités menées par la communauté statistique auront également un impact sur la manière dont les administrations comptables nationales sont capables de réagir à une crise future. Les travaux réalisés par la *Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social* (la commission « Stiglitz-Sen ») en constituent un exemple notable.

Bien que l'élément catalyseur de ces travaux ne fût pas la crise économique et financière, bon nombre des recommandations formulées dans le rapport définitif sont liées, comme par exemple les recommandations en faveur d'une attention particulière pour la comptabilité des ménages et les bilans et, en particulier, la recommandation en faveur d'une importance accrue de la répartition des revenus, de la consommation et des richesses. Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante: http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_anglais.pdf.

Le travail de proximité est une activité majeure pour les agences statistiques nationales et internationales et il est particulièrement important au fur et à mesure des grandes évolutions économiques. *L'article de Karen Wilson, Statistique Canada* décrit la vision d'une organisation statistique nationale dans ses consultations avec les utilisateurs, dans sa recherche des opinions de ses clients, dans les conditions d'une crise économique et financière.

L'article de Floris van Ruth et Symon Algera de Statistique Pays-Bas présente un produit, la Feuille d'informations du cycle économique, qui combine l'opportunité des indicateurs mensuels et des informations

provenant des bilans comptables nationaux trimestriels. Le Bureau National des Statistiques a élaboré la Feuille d'informations du cycle économique qui contient plusieurs composants, par exemple le Traceur du cycle économique, destinés à contrôler la crise.

Les articles écrits sur ce thème illustrent les efforts des comptabilités nationales visant à fournir des données macro-économiques opportunes, fiables, cohérentes et comparables aux analystes et aux décideurs politiques afin qu'ils puissent élaborer et mettre en œuvre des mesures de correction pour relancer l'économie mondiale. Notre méthodologie et

nos résultats statistiques ont donc un impact sur la vie de millions de personnes, parmi les plus vulnérables au monde. Il est également de la responsabilité de la communauté statistique internationale de fournir aux décideurs politiques des outils pratiques permettant une évaluation rapide de l'impact socio-économique des évolutions en cette matière. Nous serons en mesure de relever ces défis par une action coordonnée et une collaboration internationale permanente.

LE SCN 2008 ET LA CRISE FINANCIERE Par Anne Harrison

A. Introduction

La crise financière s'est véritablement manifestée au moment où l'on parachevait l'actualisation du SCN. Par conséquent, il était approprié est opportun d'examiner l'ensemble des actions précipitées par la crise pour déterminer si le SCN expliquait comment chaque initiative gouvernementale ou d'une banque centrale devait être comptabilisée dans de telles circonstances. Une note analysant la situation a été préparée pour la dernière réunion du Groupe consultatif d'experts (AEG) qui s'est tenue à Washington en novembre 2008. L'AEG a conclu que le texte révisé du SCN prévoyait des dispositions précises concernant l'enregistrement de telles transactions, mais dans certains cas, de légères modifications du texte garantissant la clarté concernant la forme appropriée d'enregistrement s'avéraient nécessaires.

Cette note est largement basée sur le document de l'AEG de novembre 2008 (disponible sur le site Web actualisé du SCN, sous la référence SCN/M1.08/08). Dans un premier temps, elle passe en revue les unités et les types d'instruments financiers impliqués et détermine si de nouvelles catégories sont souhaitables dans les classifications existantes. Ensuite, elle étudie une liste des actions prises en réaction à la crise, elle identifie l'enregistrement proposé de chacune de ces actions et indique les modifications apportées au texte pour s'assurer que l'impact des mesures prises en réaction à la crise financière soient dûment prises en considération dans le SCN.

B. Unités

Bien que de nouvelles unités aient été définies au lendemain de la crise, aucun nouveau *type* d'unité n'a été créé. Certaines unités existantes peuvent nécessiter une reclassification, en particulier en cas de nationalisation (thème abordé ci-après), mais aucune nouvelle catégorie n'a dû être introduite.

Le SCN 2008 aborde avec davantage de clarté la distinction entre la propriété légale et la détention économique d'avoirs, liée à la question de savoir quelle unité supporte les risques qui en découlent. En particulier, le paragraphe 4.67 aborde le traitement des unités gouvernementales qui présentent bon nombre des caractéristiques des fonds communs de créances. Ainsi, si un gouvernement crée une institution spéciale chargée de gérer des types particuliers d'instruments financiers et que cette nouvelle unité assume les risques liés auxdits instruments, elle doit être considérée comme une institution financière publique. Si les risques sont supportés par le gouvernement, l'unité est affectée au secteur gouvernemental général, même si elle peut constituer une unité institutionnelle séparée.

C. Instruments

L'une des causes de la crise financière est largement considérée comme étant liée à

l'importante augmentation du recours à des produits financiers dérivés par certaines institutions financières. Le SCN 1993, tel qu'initialement approuvé par la CSNU, n'aurait pas correctement couvert cette activité accrue, mais la mise à jour introduite en 2004 s'est avérée opportune et décrit de manière adéquate l'enregistrement approprié de ces instruments.

Tous les instruments présentés dans la presse pendant le déroulement de la crise correspondent à l'une ou l'autre catégorie d'instruments financiers du SCN. Toutefois, par souci de clarté, il a été convenu d'indiquer explicitement que les titres adossés à des créances hypothécaires (CMO) et les titres adossés à des crédits hypothécaires (CDO) constituent des formes de titres garantis par des actifs. Les contrats d'échange sur défaillance sont également une forme de produits dérivés. Toutefois, tous les instruments financiers décrits comme des contrats d'échange ne sont pas des produits dérivés. Les contrats d'échange sur l'or sont considérés comme des emprunts, comme décrit au paragraphe 11.77.

Dans le SCN, la vente à perte de titres doit être enregistrée comme un avoir négatif de l'unité qui vend le titre avant de l'acquérir comme décrit au BPM6.

D. Actions de la Banque centrale

1. La Banque centrale augmente la masse monétaire

La Banque centrale fournit régulièrement les moyens aux banques commerciales d'accroître la masse monétaire, en situation de crise ou non. Le seul aspect inhabituel pendant une crise financière peut être le timing et l'importance de cette augmentation. Cela n'implique aucune modification de la comptabilité.

2. La Banque centrale achète des titres commerciaux

Le titre commercial est une forme de titres à court terme utilisés pour mobiliser des fonds. Il est émis par une institution financière ou une importante institution non financière et il représente une promesse de verser une somme donnée à une date spécifique dans un proche avenir (de 2 à 270 jours). La seule garantie est la réputation de l'organisation émettrice. Il est proposé avec une ristourne (qui est enregistrée dans le SCN sous forme d'intérêts), mais comme les risques sont faibles, le rendement l'est aussi. Il est

inhabituel pour la Banque centrale d'acheter des titres commerciaux auprès d'institutions non financières, mais elle peut le faire dans des circonstances exceptionnelles. L'acquisition de titres commerciaux est enregistrée comme une transaction en titres.

E. Actions du gouvernement

1. Le gouvernement garantit

Dans le cadre du processus d'actualisation, on a convenu d'introduire un nouveau traitement des garanties d'emprunt normalisées. Une des mesures prises pendant la crise fut l'extension par certains gouvernements de ces types de garanties normalisées à d'autres sortes d'instruments financiers, notamment les dépôts bancaires. Par conséquent, l'AEG a convenu que les références aux garanties d'emprunt normalisées devaient être étendues pour couvrir de manière plus générale les plans de garantie normalisée et cette modification a été appliquée à l'ensemble du texte. Aucune modification tardive n'a été apportée au traitement des garanties présentant les caractéristiques d'un produit dérivé, comme un contrat d'échange sur défaillance, ni aux garanties ponctuelles proposées à une unité financière en difficulté, ce qui, dans certaines circonstances, peut être enregistré si la garantie est invoquée au moment où elle est proposée. Tous ces cas sont décrits dans la partie 3 du chapitre 17 du SCN 2008.

2. Le gouvernement achète des actifs « toxiques »

Afin d'injecter des liquidités sur le marché, le gouvernement peut proposer d'acheter des actifs dont le marché s'est épuisé, ce que l'on appelle des avoirs « toxiques » ou « pourris ». Ils peuvent être achetés directement par un organe gouvernemental, mais ils peuvent également être achetés par un fonds commun de créances constitué à cette fin. Si le fonds commun de créances est contrôlé par le gouvernement et si les risques associés aux avoirs acquis par cette entité sont assumés par le gouvernement, il est considéré comme couvert par le secteur gouvernemental général (sauf si le fonds commun de créances est un non-résident). Si le fonds commun de créances assume les risques associés, il est considéré comme une institution financière publique. Les avoirs toxiques ne sont pas achetés uniquement pour restaurer la liquidité du marché, mais également dans l'espoir de

voir le gouvernement assumer ainsi les risques récupérés par le marché pour ces avoirs une fois la crise terminée, et être en mesure de récupérer la totalité ou une partie des coûts de l'acquisition de ces avoirs, voire même de récupérer davantage que les coûts.

L'acquisition de ces avoirs est enregistrée comme une transaction financière dans la classe d'avoirs appropriée. Bien que le principe soit plus clair, dans la pratique, il peut s'avérer très difficile de déterminer la valeur nominale d'un avoir dans des situations de difficultés financières. Par conséquent, la différence entre cette valeur et le prix véritablement payé est également difficile à établir. Il est possible de déterminer les avoirs achetés par un gouvernement et le prix payé à l'aide de ce que l'on appelle des « enchères inversées » dans lesquelles le gouvernement choisit d'acheter ces avoirs au prix le plus bas. Toutefois, on peut encore fortement soupçonner que le prix payé pour les avoirs est supérieur à la valeur nominale.

Si une telle valeur peut être estimée (par exemple en estimant le rendement futur escompté), la différence entre la valeur nominale et le montant payé peut être considérée comme un transfert de capitaux du gouvernement à l'unité qui vend les avoirs au gouvernement. Les paragraphes 22.143 à 22.146 ont été complétés pour couvrir cette éventualité et ont été déplacés après la section sur la nationalisation.

3. Le gouvernement nationalise une banque

En principe, la nationalisation d'une banque n'est en rien différente de la nationalisation d'une entreprise non financière. Le paragraphe 22.142 décrit deux manières de procéder à une nationalisation. Toutefois, dans les faits, le texte des paragraphes 22.128 à 22.134 auquel il est fait référence décrit une troisième manière de réaliser une nationalisation. Dans ces cas, l'actif et le passif de la banque (ou de toute autre organisation bénéficiant de ces mesures) sont transférés au gouvernement et sont enregistrés dans le compte Volume de l'actif. Au moment du transfert, la valeur nette (négative) de la banque ne change pas, mais les clients sont rassurés de voir que le gouvernement assumera les engagements de la banque qu'il a acquise. Toute mesure ultérieure, comme l'injection de fonds dans la banque, est enregistrée de manière normale.

4. Le gouvernement injecte des fonds dans une entreprise au moyen d'actions privilégiées

Le gouvernement peut injecter des fonds dans une banque sans en prendre le contrôle. Cela se fera généralement par l'acquisition d'actions privilégiées (ou de préférence). D'une certaine manière, les actions privilégiées peuvent être assimilées à des emprunts sans date d'échéance. Elles sont émises pour un montant fixe et portent un rendement convenu au moment de l'émission, souvent sur la base d'un taux fixe. Si le rendement fixe n'est pas payé en totalité, les impayés augmentent la valeur des actions privilégiées. Ce rendement dépend non seulement de la rentabilité de la banque, comme c'est le cas des actions ordinaires.

Les actions privilégiées peuvent être participatives ou non participatives. Une action privilégiée participative produit non seulement un rendement convenu, mais donne également un droit sur la valeur résiduelle de la compagnie au cas où elle serait liquidée comme les actions ordinaires. Une action privilégiée non participative ne produit que le rendement convenu. Les actions privilégiées non participatives sont considérées comme des titres de créances, comme expliqué au paragraphe 11.66; tandis que les actions privilégiées participatives sont considérées comme des capitaux propres.

5. Impact des actions ci-dessus sur les recettes et les dettes du gouvernement

Dans le cas d'une acquisition d'avoirs et de l'injection de capitaux dans une entreprise, si les fonds nécessaires sont réalisés par la liquidation d'avoirs existants, il n'y a aucun impact sur la dette de l'État; seule la composition des avoirs change. Toutefois, si, afin de récolter des fonds pour répondre à ces besoins, le gouvernement émet de nouveaux titres, la dette publique augmente en conséquence.

Dans les deux cas, des recettes futures peuvent être engendrées par les avoirs acquis. C'est également le cas des actions privilégiées.

Dans le cas des garanties publiques normalisées émises moyennant des honoraires, le gouvernement percevra des recettes. L'impact de cette garantie ponctuelle dépendra des conditions qui la régissent.

F. Impact sur les banques commerciales

1. Prêts interbancaires

Le paragraphe 6.166 contient les deux phrases suivantes :

Le taux en vigueur pour les emprunts et les crédits interbancaires peut constituer un choix judicieux en tant que taux de référence.

Pour les banques actives au sein de la même économie, peu, voire aucun service n'est fourni dans le cadre des transactions interbancaires.

L'AEG a noté que les hypothèses habituelles ont peu de chances de s'appliquer dans une crise financière et que les banques peuvent indiquer leur réticence à se prêter de l'argent en appliquant des taux sensiblement supérieurs à un taux de référence. Il a été jugé peu opportun de développer ce thème dans le texte

du SCN, mais on a veillé à ce qu'il soit inscrit à l'ordre du jour des recherches relatives aux SIFIM.

2. Actifs ayant subi une dépréciation

L'une des nouveautés du SCN 2008 est l'introduction de postes de mémorandum pour les prêts non productifs eu égard aux actions et aux flux. Il est possible que ces postes de mémorandum soient pris en considération pour d'autres instruments, comme les dépôts et les débiteurs. Soumis à la pression causée par la crise actuelle, l'IASB a récemment revu sa position concernant les avoirs « désignés pour le marché » et dans certaines circonstances, il permet une évaluation sur la base de la juste valeur. Il convient de noter que dans le cadre de l'ordre du jour des recherches, le contrôle des activités de l'IASB et d'autres instituts de normalisation comptable internationaux et nationaux est important pour le SCN.

ROLE DE LA DIVISION DES STATISTIQUES DES NATIONS UNIES/DAES DANS LA COORDINATION D'UNE REPOSE STATISTIQUE MONDIALE A LA CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Par l'UNSD

Bien que ces derniers trimestres, l'économie mondiale semble être remontée des profondeurs de la récession et du désarroi économiques et financiers, ces signaux positifs affichés par l'économie ne doivent pas inciter la communauté statistique internationale à se laisser aller à la complaisance. Au contraire, la récente récession internationale a démontré clairement que nous devons rester concentrés et que nous devons intensifier nos efforts visant à corriger les manquements identifiés du système statistique international destiné à contrôler et analyser l'économie mondiale interconnectée.

Les efforts collectifs permanents au niveau national, régional et international doivent être coordonnés pour mettre en place un système de contrôle et d'analyse intégré afin de mieux réagir à la crise. Cela permettra une évaluation rapide des vulnérabilités et expositions internationales, sans compter le soutien opportun, coordonné et global pour contrer les chocs économiques mondiaux. Si ce système n'est pas mis en place, cela pourrait exacerber l'impact socio-économique actuel de

la crise en cours et prolonger la durée de ses effets sur le développement humain et les moyens de subsistance de milliards de gens.

Lors de la quarantième session de la Commission de statistique des Nations Unies de février 2009, la Division de Statistique des Nations Unies/Département des affaires économiques et sociales (UNSD/DAES) a réclamé des initiatives statistiques rapides et coordonnées de la part des organisations nationales, régionales et internationales pour répondre à la crise mondiale. Ces initiatives devraient s'efforcer d'identifier et de corriger les déficits de données afin de contrôler les chocs économiques et d'améliorer la diffusion et la communication des informations pertinentes déjà disponibles. Cet appel aux actes a été lancé après des consultations étendues avec des pays et des organisations internationales dans le cadre d'une série de réunions de haut niveau organisées par l'UNSD/DAES et notamment le *Forum de haut niveau sur le développement à long terme*

du SCN¹ organisé sous l'égide du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale (ISWGNA) à la Banque mondiale à Washington DC, en novembre 2008, le *Forum de haut niveau sur la mondialisation et la crise internationale*² et la Réunion informelle sur les *statistiques officielles et l'impact de la crise financière mondiale*³ qui se sont tenus aux Nations Unies à New York en février 2009.

Le Sommet du G20 du 2 avril 2009 invitait «... Les Nations unies, en collaboration avec d'autres institutions internationales, à établir un mécanisme effectif destiné à contrôler l'impact de la crise sur les plus pauvres et les plus vulnérables ». Dans le même temps, lors de sa réunion d'avril 2009 à Paris, le Conseil des chefs de secrétariat du système des Nations Unies pour la coordination décidait « ... de créer dans l'urgence un mécanisme d'alerte et de contrôle de la vulnérabilité à l'échelle des Nations Unies pour déceler les évolutions et faire rapport sur les dimensions politiques, économiques, sociales et environnementales de la crise ». Plus tôt, en février 2009, le Comité de haut niveau sur les programmes (HLCP) avait demandé au DAES d'assumer le rôle d'agence de référence pour le développement d'un système de contrôle et d'analyse intégré dans le cadre des réponses systémiques des Nations Unies à la crise. Dans le même temps, au nom du Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général a lancé des initiatives pour créer un Dispositif mondial d'alerte vulnérabilités et impacts (GIVAS) composé d'une Plate-forme mondiale de données vulnérabilités et impacts et d'une série de Produits mondiaux d'alerte.

Au cours des différentes réunions de haut niveau, le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) a été reconnu comme le cadre supérieur des statistiques économiques et la mise à jour 2008 du SCN 1993 s'est avérée appropriée pour répondre à la crise actuelle parce qu'elle intègre les questions de mesure découlant des crises financières qui ont émaillé les années 90 et le début des années

2000. Le champ d'application étendu du SCN 2008 prévoit l'évaluation et la classification des interventions actuelles des gouvernements et des banques centrales, ainsi que les dernières innovations en matière d'instruments financiers et dans les secteurs financiers institutionnels.

L'UNSD fait également partie du Groupe interagences pour les statistiques économiques et financières (IAG), qui est présidé par le Fonds monétaire international, et comprend la Banque des règlements internationaux (BRI), la Banque centrale européenne (BCE), Eurostat, l'Organisation de coopération et de développement économique et la Banque mondiale. Pour l'IAG, il était essentiel que les statisticiens prennent note des besoins de données des décideurs politiques et qu'ils créent ensemble un site Web public diffusant un ensemble de séries chronologiques économiques et financières pour un groupe de pays systémiques, avec des liens vers des sites Web pertinents, et qu'ils identifient les déficits de données que la crise a révélés.

En avril 2009, l'IAG a lancé le site Web des Principaux indicateurs mondiaux (PGI) des séries chronologiques économiques et financières pour un groupe de pays systémiques. Le FMI et le Conseil de la stabilité financière, en étroite consultation avec l'IAG, ont fait rapport sur les déficits d'information lors de la réunion de novembre 2009 des ministres des finances du G-20 et des gouverneurs de Banques centrales qui s'est tenue à St Andrews en Écosse. Pour les segments du secteur des entreprises financières non bancaires dans lesquelles la collecte de données n'est pas parfaitement établie, les déficits de données identifiés concerne les comptes financiers et les bilans des autres secteurs, en particulier les entreprises non financières et les ménages; les prix des biens; les questions liées aux instruments de transfert des crédits et les grandes institutions financières systématiquement importantes.⁴

Le programme de travail 2009 de l'UNSD/DAES abordait le cadre des statistiques à haute fréquence et leur faculté de comparaison internationale, ainsi que le cadre analytique associé en matière d'alerte rapide et

¹ <http://unstats.un.org/unsd/sna1993/hlg.asp>

² http://unstats.un.org/unsd/statcom/statcom_09/seminars/High_level_forum_2009/High_level_forum_2009.html

³ <http://unstats.un.org/unsd/sna1993/finCrisis/lo.d.asp>

⁴ Le site Web du PGI et le rapport du G-20 sur la crise financière et les déficits d'information sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.fmi.org/external/data.htm#data>

d'indicateurs du cycle économique. À cet effet, l'UNSD/DAES et Eurostat ont conjointement organisé un *Séminaire international sur l'opportunité, la méthodologie et la comparabilité des évaluations rapides des tendances économiques* avec le soutien de Statistique Canada en tant que co-organisateur et hôte du séminaire, qui s'est tenu du 27 au 29 mai 2009 à Ottawa⁵.

L'émergence, ces dernières années, d'initiatives de collecte de données cohérentes et transparentes, telles que celles lancées par le FMI avec sa Norme spéciale de diffusion des données (NSDD) et le Système général de diffusion de données (SGDD) et par Eurostat via ses Principaux indicateurs économiques européens (PIEE) reste très pertinente. De plus, le rythme auquel la crise s'est développée a souligné la nécessité de disposer d'indicateurs susceptibles de soutenir les premiers efforts d'alerte. Cela impliquerait notamment une nouvelle perspective pour évaluer le compromis entre l'opportunité et l'exhaustivité, ainsi qu'un nouveau regard sur le modèle de production statistique traditionnel face aux exigences actuelles. Pour résumer, la communauté statistique doit garantir la pertinence permanente des statistiques économiques et financières en termes d'opportunité et de fréquences et en matière d'évolution entre les premières estimations et les statistiques révisées.

L'un des principaux résultats du séminaire international d'Ottawa fut le soutien et l'accord en faveur du modèle des Nations Unies de collecte de données pour les statistiques économiques et financières, comprenant 12 grandes catégories couvrant la comptabilité nationale, des indicateurs de production et de chiffre d'affaires, les prix, des indicateurs du marché du travail, des indicateurs sectoriels pour les secteurs externes, financiers, gouvernementaux, non financiers et les ménages, des indicateurs concernant le marché financier et immobilier et des indicateurs diversifiés de sentiment économique.

Le séminaire d'Ottawa a également convenu que le modèle de collecte de données proposé devait être évalué par les pays en termes de pertinence et de faisabilité

5

<http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/worshops/2009/ottawa/ac188-2.asp>

concernant sa disponibilité, sa périodicité et son opportunité. Sur la base de l'évaluation internationale fondamentale de la disponibilité et de la comparabilité des statistiques à haute fréquence au niveau national, on a suggéré de réorganiser le modèle de collecte de données en différents niveaux après une analyse sur le terrain. De plus, les statistiques à haute fréquence pour certains pays devraient, au besoin, être complétées par une série chronologique d'agrégats internationaux et régionaux pour les statistiques à haute fréquence qui s'avèrent suffisamment comparables.

Une autre question importante soulevée au séminaire d'Ottawa concernait la nécessité d'établir un dialogue avec la communauté des utilisateurs sur la question de savoir si le modèle de collecte de données rencontre leurs besoins analytiques et politiques immédiats. Le dialogue avec la communauté des utilisateurs est considéré comme extrêmement important pour garantir un alignement adéquat des cadres statistiques, analytiques et politiques au niveau national et international. L'avis de l'utilisateur sur le modèle de collecte de données proposés permettra de déterminer si ce modèle réduit les déficits identifiés et s'il répond à leurs exigences en termes de périodicité et d'opportunité. Il permettra également de déterminer la meilleure manière de diffuser des données et de préparer des rapports statistiques améliorés sur l'évolution des cycles économiques et le développement des tendances.

Outre l'accord relatif au modèle de collecte de données proposé, le séminaire d'Ottawa a également recommandé que l'on commence à élaborer un glossaire de termes et de définitions relatifs aux statistiques à haute fréquence (couvrant des termes comme prévision à très court terme, prévision, flash, estimations rapides, premières estimations, etc.) pour clarifier le cadre des statistiques à haute fréquence et sa méthodologie de compilation. De plus, on a évoqué la nécessité d'élaborer de nouveaux manuels ou d'actualiser les manuels et les directives existants sur les indicateurs composites, les estimations flash du PIB et les indicateurs de sentiment économique (pour les tendances économiques et les enquêtes sur la confiance des consommateurs) en raison de leur utilisation intensive dans l'analyse des cycles économiques.

Dans le prolongement, le séminaire d'Ottawa sera suivi d'un autre séminaire international à la fin 2009, fortement axé sur la communauté des utilisateurs. Cette seconde réunion de la série, le *Séminaire international sur les alertes rapides et les indicateurs du cycle économique* doit se tenir du 14 au 16 décembre 2009 à Scheveningen, aux Pays-Bas. Il sera animé par Statistique Pays-Bas et co-organisé par l'UNSD, Eurostat et Statistique Pays-Bas⁶.

Ce séminaire abordera les résultats de l'évaluation générale du modèle de données en termes de disponibilité, d'opportunité et de comparabilité des premières estimations et des estimations à haute fréquence, les défis à relever en matière d'alerte rapide et d'indicateurs du cycle économique ainsi que l'utilité analytique de ces alertes rapides et indicateurs du cycle économique en matière de suivi du développement économique, comme l'Indicateur composite avancé développé et utilisé par l'OCDE pour identifier les événements pivots du cycle économique (voir www.oecd.org/std/cli).

De plus, ce séminaire se penchera également sur les pratiques nationales en matière de préparation des premières estimations du PIB, sur les indicateurs composites, les enquêtes de confiance et leur application dans le suivi de la crise économique. Il est prévu que ce séminaire propose un modèle d'indicateur analytique qui peut être issu du modèle de données d'Ottawa afin de compléter les séries chronologiques nationales de base de statistiques à haute fréquence axées sur une comparaison des cadres analytiques existants appliqués par les différentes organisations régionales et internationales.

Outre la communauté internationale des utilisateurs, de hauts représentants des offices nationaux des statistiques et leurs homologues nationaux dans les banques centrales et/ou les ministères des finances sont encouragés à participer à ce séminaire pour stimuler les initiatives nationales visant à renforcer la compilation des statistiques à haute fréquence après une évaluation conjointe des priorités. En outre, afin d'améliorer la couverture géographique, le champ d'application et la qualité de la collecte d'alertes rapides et d'indicateurs du cycle économique pour mesurer la vulnérabilité économique et financière et assurer le suivi de l'activité économique, ce séminaire s'efforcera d'obtenir la participation de grands pays systémiques et une représentation régionale appropriée. Sur la base de ces considérations, environ 40 pays et 20 organisations régionales et internationales devraient participer à ce séminaire. De plus, les commissions régionales des Nations Unies ont également été invitées en raison de leur rôle et de leurs responsabilités dans le renforcement de l'infrastructure statistique de base dans le cadre du programme de mise en œuvre du SCN, ainsi qu'en raison de leur mission d'évaluation des performances économiques et financières de leurs régions respectives.

Les résultats de ces deux séminaires internationaux seront soumis à la Commission de statistique des Nations Unies en 2010 afin de présenter la stratégie statistique mondiale visant à promouvoir un système d'alertes rapides et d'indicateurs de cycle économique au niveau national et international.

REPONSE A LA CRISE FINANCIERE - CONSULTATION DE STATISTIQUE CANADA AVEC DES UTILISATEURS: RESULTATS ET LEÇONS TIREES

Par Karen Wilson, Statistique Canada

Cette note succincte décrit les résultats du récent processus de consultation que Statistique Canada a lancé auprès de plusieurs utilisateurs au moment où se déclenchait la crise financière actuelle. Cette note décrit les réponses spécifiques à cette consultation, mais souligne également les leçons génériques qui peuvent être appliquées pour réagir à des circonstances similaires.

Au début de la crise financière, Statistique Canada a commencé à se demander si les données et services fournis à nos clients étaient appropriés en termes de qualité et de portée pour permettre l'analyse de la situation économique. Des séances de réflexion ont été organisées au niveau interne et elles ont engendré quelques ajustements possibles du programme. Un processus de consultation des utilisateurs a été lancé afin de recueillir les opinions des utilisateurs.

Ces consultations visaient les principaux départements politiques, le ministère des finances en charge du programme de stimulation économique, la Banque centrale et le département des ressources humaines. Nous avons également consulté les analystes économiques, des professeurs et des prévisionnistes économiques. Les questions ont également été posées au Comité consultatif du système canadien des comptes nationaux et au Conseil national de la statistique. (Le Conseil national de la statistique est un groupe de Canadiens de premier plan qui, deux fois par an, conseillent le directeur des statistiques en matière de questions stratégiques. Les autres comités prodiguent des conseils dans des matières spécifiques comme la comptabilité nationale, les statistiques commerciales, les statistiques relatives aux prix, etc. Ces comités se réunissent une ou deux fois par an.)

Nous leur avons posé les questions suivantes:

1. Notre opportunité en matière d'indicateurs économiques clés est-elle appropriée ou devrions-nous envisager des estimations « flash » dans certains domaines?
2. Manque-t-on de données pour identifier le tournant de cette

crise? Existe-t-il des systèmes de données qui pourraient être lancés rapidement à faible coût et ensuite désactivés une fois que la « crise » est terminée?

3. Outre mettre en exergue certaines publications clefs relatives au secteur financier et au marché du travail, que peut-on faire pour mieux communiquer les données/constats au public?

Ce processus de consultation s'est déroulé de mars à avril 2009.

Réponses des intéressés

Voici quelques conseils qui sont régulièrement revenus dans les consultations.

Opportunité:

1. La publication des comptes des flux financiers intervient trop tard (60 jours après le trimestre de référence). Étant donné qu'il existe énormément de données à haute fréquence sur des transactions financières publiées par la Banque centrale et de grands investisseurs institutionnels, est-il possible de publier les comptes financiers sur une base mensuelle?
2. Il n'y a pas d'indicateurs ou d'estimations « inter-trimestriels » relatifs au PIB basé sur des catégories définitives de dépenses, même si certaines données mensuelles sont disponibles. Est-il possible de publier:
 - a. Des estimations mensuelles de dépenses personnelles en marchandises basées sur les statistiques mensuelles des ventes au détail?
 - b. Des estimations mensuelles d'investissement en stocks basées sur des enquêtes menées auprès de fabricants, de détaillants et de grossistes?
 - c. Des indicateurs mensuels relatifs à l'élaboration de projets d'investissement?

3. Des estimations « Flash » ou des estimations en temps réel des ventes au détail pourraient s'avérer utiles pour déterminer le tournant de la crise, en fonction de leur fiabilité.

Déficits de données:

1. Les données d'investissement sur une base infra-annuelle sont uniquement extraites d'indicateurs et il n'existe aucune mesure directe. Sur cette base, la proposition visant à réaliser une actualisation semestrielle des intentions d'investissements pour 2009 a été largement soutenue.
2. Étant donné qu'il existe déjà nombre d'entreprises qui organisent des enquêtes sur la situation économique et les conditions de consommation, il est inutile pour Statistique Canada de dépenser des ressources dans ce domaine. Le Bureau national des statistiques devrait se concentrer sur les mesures quantitatives des performances.
3. En ce qui concerne d'éventuelles questions supplémentaires dans l'enquête sur la population active, à court terme, les informations les plus utiles porteraient sur les changements de situation vis-à-vis de l'activité, telles que:
 - a. Le temps consacré à la recherche d'un emploi après un licenciement
 - b. La transition vers un nouveau secteur ou un nouvel emploi
 - c. Une diminution de salaire a-t-elle été nécessaire pour passer à un nouvel emploi?
 - d. Un déplacement géographique a-t-il été nécessaire?
4. Il n'y a aucun indice des prix pour la revente d'avares immobiliers existants dans la série de données sur les prix de Statistique Canada. De tels indicateurs pourraient-ils être développés, peut-être sur la base de l'approche « Case-Shiller » américaine?

Communication de produits de données

1. Les métadonnées et la structure des comptes financiers et du bilan sont dépassées et doivent être modernisées.
2. Les utilisateurs éprouvent des difficultés à interpréter les changements dans les données financières à haute fréquence publiées par d'autres organismes (mais souvent utilisées ultérieurement par l'Administration fédérale des finances et dans les bilans) parallèlement aux comptes financiers trimestriels. Une réconciliation des concepts de méthode serait utile.
3. Le fait d'ajouter du contenu analytique comme les taux et niveaux d'endettement est très utile et l'ajout de cartes pour afficher des détails géographiques relatifs à l'assurance-emploi a été apprécié par les utilisateurs.
4. Les utilisateurs éprouvent toujours des difficultés à trouver rapidement les données dont ils ont besoin lorsqu'ils ne connaissent pas les sources de données dans certains domaines. Une meilleure organisation du site Web et un moteur de recherche plus efficace pourraient leur faciliter la tâche.

Autres messages généraux:

- L'inquiétude de voir un NSO se précipiter dans la collecte de données à court terme sans les vérifications habituelles des instruments.
- Les mesures ad hoc à court terme seront inutiles sans une continuité des séries chronologiques.
- L'agence devrait poursuivre ses investissements à long terme pour améliorer la qualité et développer de nouveaux produits de données.

Un point important a été soulevé par des représentants du secteur des services financiers: les travaux en cours au niveau international en vue d'une réforme des contrôles représentent une excellente occasion pour la Banque centrale et le Bureau national

des statistiques de collaborer pour définir les futurs besoins en informations financières et délimiter clairement les travaux statistiques des deux organisations

Défis à venir

En raison des ressources limitées, un autre processus a été lancé afin de trouver des financements pour des collectes de données supplémentaires, comme une nouvelle enquête sur les intentions d'investissement ou sur les variables de transition sur le marché du travail. En fin de compte, aucun financement supplémentaire n'a été dégagé, mais grâce au raccourcissement d'un an de la durée d'un autre programme, un accord a été conclu pour un financement ponctuel destiné à l'enquête sur les intentions d'investissement.

Cette enquête a été lancée et publiée en juillet 2009. Les utilisateurs ont exprimé leur satisfaction à l'égard de cette initiative parce qu'ils l'ont trouvée très instructive en ce qui concerne la nature cyclique des investissements dans le cycle économique en cours. Elle a révélé davantage de restrictions concernant les investissements privés dans les secteurs durement touchés par la récession, mais elle a également révélé une reprise des investissements publics liés à l'initiative de stimulation économique.

Leçons tirées

Tandis que le cycle économique actuel suit son cours et que la « crise » semble décliner, de nombreuses leçons ont été tirées du processus évoqué ci-dessus et il est important que tout NSO les garde à l'esprit pour pouvoir faire face aux exigences d'une crise de *n'importe quelle* nature. Étant donné que toute crise future sera aussi imprévisible que la crise actuelle, les principales leçons tirées sont celles qui peuvent être appliquées à *n'importe quelle* situation.

Ces leçons peuvent être caractérisées par trois mots simples: Portée, flexibilité et communication.

Portée

Un Bureau de statistique national doit disposer des infrastructures et capacités nécessaires pour organiser rapidement des consultations avec ses clients afin d'évaluer les besoins en cours d'évolution. Cette condition est essentielle pour maintenir la pertinence des

produits statistiques de manière permanente. Si les infrastructures sont déjà en place, elles peuvent être utilisées très efficacement pour lancer des consultations à court terme avec des communautés d'utilisateurs spécifiques lorsqu'une crise particulière se déclenche. En l'occurrence, les infrastructures font référence aux comités consultatifs, aux séances de travail avec les utilisateurs et autres mécanismes de feed-back, aux relations avec le secteur ou les associations professionnelles, etc. En d'autres termes, à des mécanismes de consultation.

Flexibilité

Pour réagir pendant une crise et appliquer les conseils donnés lors des consultations, le Bureau national des statistiques doit être suffisamment flexible pour déplacer les ressources des programmes moins prioritaires et les affecter rapidement aux plans d'urgence. Cela peut se faire sur la base d'une liste de programmes qui peuvent être modifiés ou suspendus rapidement pendant de courtes périodes. Cela nécessite également une structure de gouvernance saine, capable de résoudre les problèmes liés aux déplacements des ressources d'un secteur à l'autre. On peut également recourir à des partenariats qui pourraient être mobilisés pour assurer un financement à court terme pour des initiatives spéciales.

Communications

L'initiative probablement la plus réussie que Statistique Canada ait lancée au cours de ce cycle d'activité a été d'adapter la stratégie de communication sur la base de certains produits de données. En particulier, le fait de mettre en exergue et de se concentrer sur les rapports analytiques associés aux données financières et relatives au marché du travail au moment de la publication s'est avéré essentiel pour aider les utilisateurs à trouver les données dont ils avaient besoin pour analyser la situation économique. Cela a été apprécié par la communauté des utilisateurs.

D'autre part, nous avons appris qu'une partie de nos métadonnées ne convenaient pas pour aider les utilisateurs à accéder aux séries de données qu'ils n'avaient pas encore utilisées avant cette crise, les données des comptes financiers en particulier.

La leçon tirée à plus long terme n'est pas qu'un bureau de statistique national doit

constamment réévaluer la stratégie de communication afin d'informer au mieux ses clients (et ses clients potentiels) concernant la disponibilité, les sources et les définitions des produits de données. Des produits analytiques supplémentaires aident les utilisateurs à comprendre comment utiliser les produits de données.

Conclusion

Statistique Canada continuera à investir à destination des utilisateurs, en

particulier dans les principaux départements politiques qui seraient les principaux clients à la recherche de données dans le cadre de n'importe quelle crise. On continue d'améliorer les publications et les métadonnées accessibles aux utilisateurs. La flexibilité est de loin le plus grand défi. Actuellement, on se concentre sur la détermination des produits qui peuvent être suspendus ou intensifiés à court terme.

SÉRIE D'INDICATEURS COHERENTS – LE CAS DES PAYS-BAS

Par Floris van Ruth et Symon Algera, Statistique Pays-Bas

Introduction

Il y a un besoin urgent d'informations fiables et rapides pour contrôler la crise actuelle et qui doivent permettre d'annoncer les futures crises de manière plus précoce. De nombreux utilisateurs considèrent que les comptes trimestriels sont trop espacés à cette fin. D'autre part, les différents indicateurs mensuels sont considérés comme trop fragmentés. Il est souvent difficile de déterminer les indicateurs mensuels qui doivent être contrôlés, ainsi que de se faire une idée de la situation globale.

Afin de contrôler la crise, Statistique Pays-Bas a développé un produit intermédiaire qui combine l'opportunité des indicateurs mensuels aux propriétés récapitulatives des comptes trimestriels, il s'agit de la Feuille d'informations du cycle économique (Business Cycle Factsheet - BCF). La BCF et ses composants peuvent être considérés comme des indicateurs cohérents.

Cet article décrit d'abord la position des indicateurs cohérents dans le système de statistiques, avant de revenir brièvement sur l'origine de la situation, avec ces indicateurs cohérents définis de manière générale. La section suivante décrit la Feuille d'informations du cycle économique (BCF) et ses composants. La dernière section aborde la politique de Statistique Pays-Bas et certains plans d'avenir.

Position des indicateurs cohérents dans le système de statistiques

Le système néerlandais de statistiques peut être décrit succinctement par une matrice dont les rangées contiennent la dimension temporelle et les colonnes, quant à elles, le degré d'intégration. Ce tableau illustre immédiatement les principales caractéristiques des différentes statistiques et les relations entre elles.

Matrice statistique (avec quelques exemples pertinents)

Intervalle temporel	Degré d'intégration		
	Simple	Combiné	Intégré
Futur	Enquêtes sur les tendances	Feuille d'informations du cycle économique et séries d'indicateurs cohérents	
Mois	Statistiques à court terme		
Trimestre			Comptes nationaux trimestriels
Année	Statistiques économiques structurelles		Comptes nationaux

La colonne *Temps* distingue les statistiques basées sur les données futures, mensuelles, trimestrielles et annuelles.

Dans Degré d'intégration:

- La colonne intitulée « Simple » contient des statistiques obtenues à partir d'une seule enquête menée auprès d'unités statistiques. Les données correspondent simplement aux constatations de l'enquête;
- Dans la colonne « Combinée », les statistiques sont le résultat d'une combinaison de différentes statistiques (et de différentes enquêtes), mais elles ne sont pas encore intégrées;
- La colonne « Intégré » contient des données issues d'un processus d'intégration qui implique une vérification détaillée de toutes les informations disponibles. Les comptes nationaux et les comptes nationaux trimestriels sont des exemples de statistiques intégrées.

Une telle matrice peut être utilisée pour expliquer certains aspects pertinents de la cohérence. En lisant chaque colonne de haut en bas, les résultats indiqués deviennent plus fiables et détaillés, mais leur publication est plus longue. Lorsqu'on lit de gauche à droite, les données deviennent plus complètes et fiables, mais de manière générale, elles sont publiées ultérieurement. Par conséquent, la qualité des statistiques peut ainsi être évaluée de deux manières différentes, la première en termes de capacité de prédiction (les colonnes de la matrice statistique) et l'autre en termes de cohérence (les rangées de la matrice statistique).

La Feuille d'informations du cycle économique et ses composants (Traceur du cycle économique, l'indice du BCT, le Tableau de bord du cycle économique et le Radar des exportations) sont basés sur des enquêtes relatives aux tendances et sur des statistiques mensuelles, ainsi que sur des indicateurs/infographies composés. Ainsi, dans la matrice ci-dessus, la Factsheet est située dans les rangées *Futur* et *Mois* et dans la colonne *Combiné*, dans la zone grisée. Bien qu'elle ne soit pas entièrement intégrée, la Factsheet donne un premier aperçu du développement des variables dans les

statistiques intégrées. La structuration des séries d'indicateurs, à savoir le stade intermédiaire de l'intégration, est une manière de profiter de certains des avantages de l'intégration de type comptabilité nationale, avec une flexibilité et une opportunité accrues. En raison de leur nature plus qualitative, les séries d'indicateurs peuvent être produites sans énormément de calculs supplémentaires, car ils sont basés sur des statistiques existantes (à court terme). Il est également possible d'élaborer des séries d'indicateurs pour différents phénomènes économiques, sans se limiter à une production nationale. Cette approche a également été décrite comme une narration statistique. Elle consiste

principalement à sélectionner et structurer les informations statistiques et donc à rendre les connexions visibles pour produire une vue d'ensemble détaillée du thème central. Dans le même temps, on ne se concentre plus sur la publication de chiffres, mais plutôt sur la mise à disposition d'outils de présentation et d'analyse alternatifs. Cela a été rendu possible grâce aux possibilités offertes par Internet pour l'élaboration d'applications interactives et dynamiques. Il s'agit de deux développements qui se renforcent mutuellement. La narration statistique et des indicateurs cohérents justifient l'utilité des applications interactives, lesquelles autorisent de nouvelles méthodes de présentation. Des options dynamiques et interactives permettent aux utilisateurs d'explorer eux-mêmes le phénomène et les connexions. Les sections suivantes de cet article présenteront les composants de la Feuille d'informations du cycle économique de Statistique Pays-Bas qui constituent des exemples concrets de la manière dont les indicateurs cohérents et la narration statistique peuvent fonctionner dans la pratique.

Feuille d'informations du cycle économique

Chez Statistique Pays-Bas, on applique actuellement un programme destiné à permettre l'accès à des statistiques importantes via des [applications interactives et graphiques](#). Cela va des cartes dynamiques à des applications plus innovatrices, en passant par des graphiques personnalisables. Cet article décrit un certain nombre d'outils graphiques développés pour présenter et analyser les statistiques liées au cycle économique. Les outils déjà en production ont été récemment regroupés au sein d'un [site Web « Feuille d'informations du cycle économique »](#) qui a été créé spécialement pour contrôler l'évolution de la crise économique actuelle. Les présentations qui y sont actuellement publiées se concentrent sur l'analyse de l'état actuel du cycle économique et des conditions en vigueur pour les exportations néerlandaises. Le premier outil graphique développé par Statistique Pays-Bas pour soutenir le mécanisme d'évaluation des conditions économiques actuelles est le Compas du cycle économique. Il a depuis été remplacé par [Traceur du cycle économique](#), un outil plus avancé de Statistique Pays-Bas (voir Annexe 1).

Le Traceur du cycle économique est l'outil central de Statistique Pays-Bas permettant d'analyser le développement économique à court et moyen terme. Il a été spécialement conçu pour donner une indication opportune de l'état actuel du cycle économique néerlandais. Il comprend une série de quinze indicateurs macro-économiques soigneusement sélectionnés et filtrés, qui sont placés dans un diagramme en fonction de leur développement à moyen terme (tendance à la hausse ou à la baisse) et à court terme (croissance ou récession). Ce diagramme est en fait une représentation graphique du concept de cycle économique: chaque quadrant représente une phase différente du cycle. La situation des indicateurs dans le diagramme reflète leur position dans le cycle et l'ensemble illustre l'état actuel du cycle économique néerlandais. Les propriétés dynamiques de cet outil permettent à l'utilisateur de choisir un point dans le passé, de visualiser l'état correspondant du Traceur du cycle économique et de regarder une rediffusion de l'évolution du cycle économique. Cette représentation graphique et cette interprétation visuelle sont souvent plus faciles et plus rapides à comprendre qu'un tableau ou même une analyse textuelle. Dans le même temps, la structure du diagramme et les indicateurs sélectionnés communiquent énormément d'informations relatives au processus de cycle économique.

C'est ici que le composant narratif entre en jeu. La composition du Traceur du cycle économique montre non seulement les indicateurs importants pour l'analyse de l'évolution du cycle économique, mais elle montre également que les différents indicateurs économiques entretiennent des relations différentes avec le cycle économique. Cela a été illustré explicitement dans un ajout récent au Traceur du cycle économique, le [Tableau de bord du cycle économique](#) (voir Annexe 2). Il permet d'afficher les cycles des indicateurs individuels de manière conjointe et structurée. Les indicateurs sont divisés en trois groupes: indicateurs subjectifs, économiques et du marché du travail. Un simple code de couleurs, correspondant aux couleurs de la phase du cycle économique dans le Traceur du cycle économique, caractérise la phase de chaque indicateur. Les différences de développement des divers types d'indicateurs deviennent alors immédiatement visibles.

L'élément interactif du Traceur du cycle économique permet aux utilisateurs d'analyser le comportement de chaque indicateur par rapport au groupe dans son ensemble et par rapport aux autres indicateurs. Ainsi, l'existence d'indicateurs de pointe, coïncidents et tardifs est démontrée de manière explicite, comme les connexions entre les indicateurs du cycle économique eux-mêmes.

Le deuxième composant de la Feuille d'informations du cycle économique est plus conventionnel. L'[Indice du Traceur du cycle économique](#) (voir Annexe 3) est la simple moyenne des indicateurs qui composent le Traceur du cycle économique. Il représente le cycle économique néerlandais et par conséquent, il s'agit d'un indicateur composite coïncident. Bien qu'il ne soit pas très visuellement explicite, ce type d'indicateurs composites peut être très utile car il permet de résumer les informations présentes dans des indicateurs potentiellement nombreux et différents. Les indicateurs composites qui en résultent sont plus faciles à interpréter qu'une série d'indicateurs séparés et ils illustrent les points communs entre les différents indicateurs.

Le dernier composant de la Feuille d'informations du cycle économique est plus innovateur. Il s'agit du [Radar des exportations](#) (voir Annexe 4), un outil visuel qui permet d'analyser les conditions d'exportation. Il comprend six indicateurs économiques, tous pertinents pour les exportations néerlandaises. Ensemble, ils indiquent si les conditions sont favorables ou défavorables aux exportations néerlandaises. Grâce à la fonction chronologique, il est également possible de voir si les conditions se sont améliorées ou détériorées par rapport au mois précédent ou à toute période antérieure. Élément fondamental de ce concept, l'identification des facteurs détermine le développement du phénomène économique à examiner, dans ce cas les exportations. Pour les exportations néerlandaises, les principaux facteurs sont la compétitivité et le développement dans les principaux marchés, l'Allemagne et le reste de la zone Euro. L'étape suivante consiste à sélectionner les indicateurs les plus pertinents qui représentent le développement de ces facteurs. Ainsi, le Radar des exportations devient un outil analytique. Sa principale fonction est de contribuer à l'analyse de

l'évolution des exportations. Il remet l'évolution des exportations dans son contexte et contribue à répondre à certaines questions comme « Pourquoi les exportations ont-elles augmenté/diminué (autant)? » Son format graphique rend l'interprétation facile et intuitive; un diagramme plus large signifie des conditions plus favorables. Dans le même temps, le Radar présente également un important aspect de narration statistique: il montre comment les exportations sont liées à d'autres indicateurs économiques et quels sont les indicateurs les plus pertinents.

Nous espérons que ces exemples ont démontré que la visualisation peut être un outil puissant pour communiquer des informations statistiques, en particulier lorsque les options interactives permettent aux utilisateurs d'analyser eux-mêmes les données et leurs interactions. Toutefois, le principal message réside dans le fait que présenter des indicateurs statistiques de manière structurée peut augmenter considérablement leurs valeurs, tout en transférant des connaissances importantes, souvent présentes de manière latente dans les institutions statistiques, sur les structures et les relations économiques. Des informations méthodologiques détaillées relatives aux composants de la BCF sont disponibles sur le site Web de Statistique Pays-Bas.

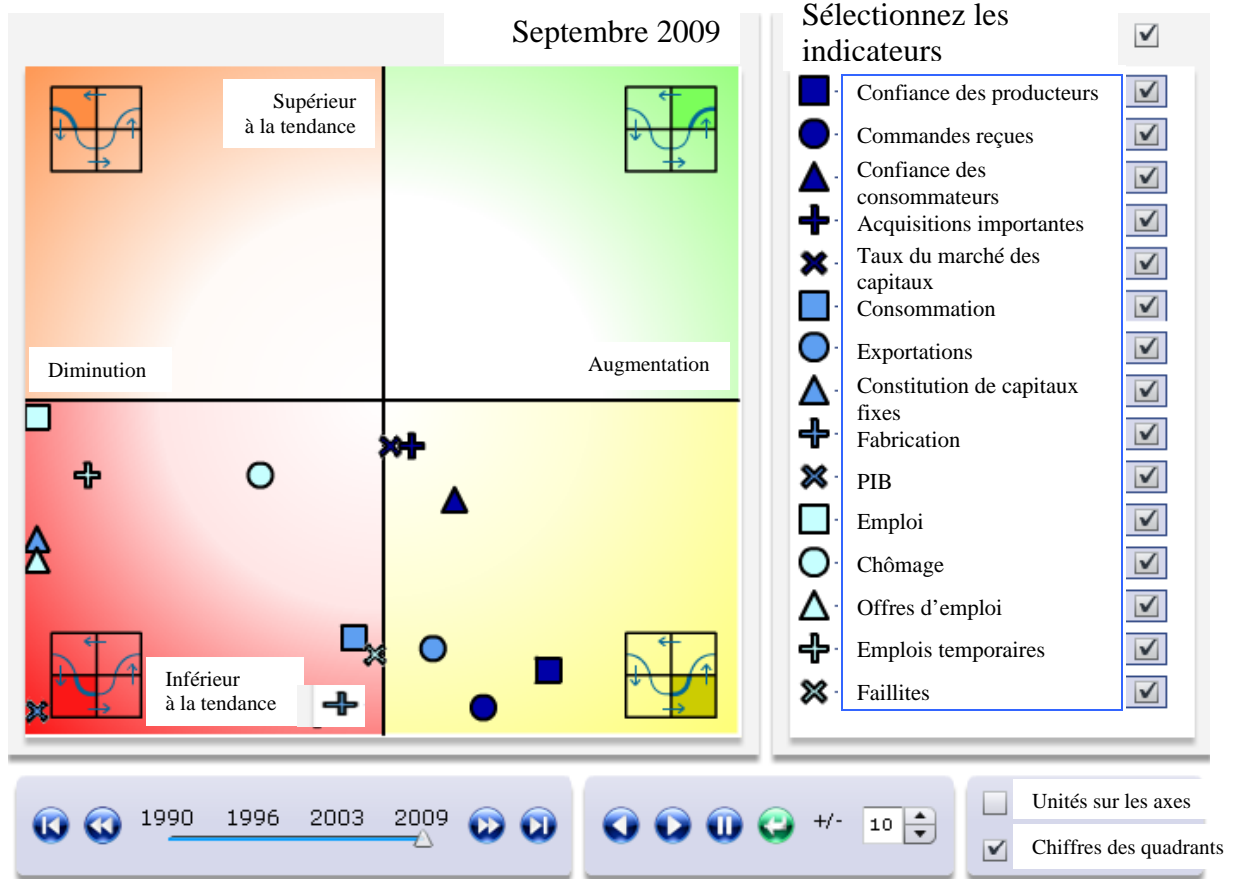
Politique et plans d'avenir de Statistique Pays-Bas

Statistique Pays-Bas a l'intention de développer davantage d'indicateurs cohérents/infographiques comme ceux-ci. De manière plus spécifique: le « concept de Radar » (qui est déjà présenté pour les exportations) sera également appliqué à d'autres macro et méso-variables pertinentes. Par exemple : Des radars seront développés pour la consommation des ménages et la constitution de capitaux fixes (le côté dépenses de l'économie) et pour la fabrication et la construction (le côté production de l'économie). Ce faisant, on met en exergue la cohérence dans les statistiques, la production des instituts statistiques est étendue sans charges supplémentaires et on utilise les sources de données existantes de manière plus efficace. Le principal avantage réside dans le fait que l'utilité des informations statistiques pour les grands groupes d'utilisateurs est augmentée, pour un coût supplémentaire négligeable.

- Annexe 1: Traceur du cycle économique**
- Annexe 2: Tableau de bord du cycle économique**
- Annexe 3: Indice du Traceur du cycle économique**
- Annexe 4: Radar des exportations**

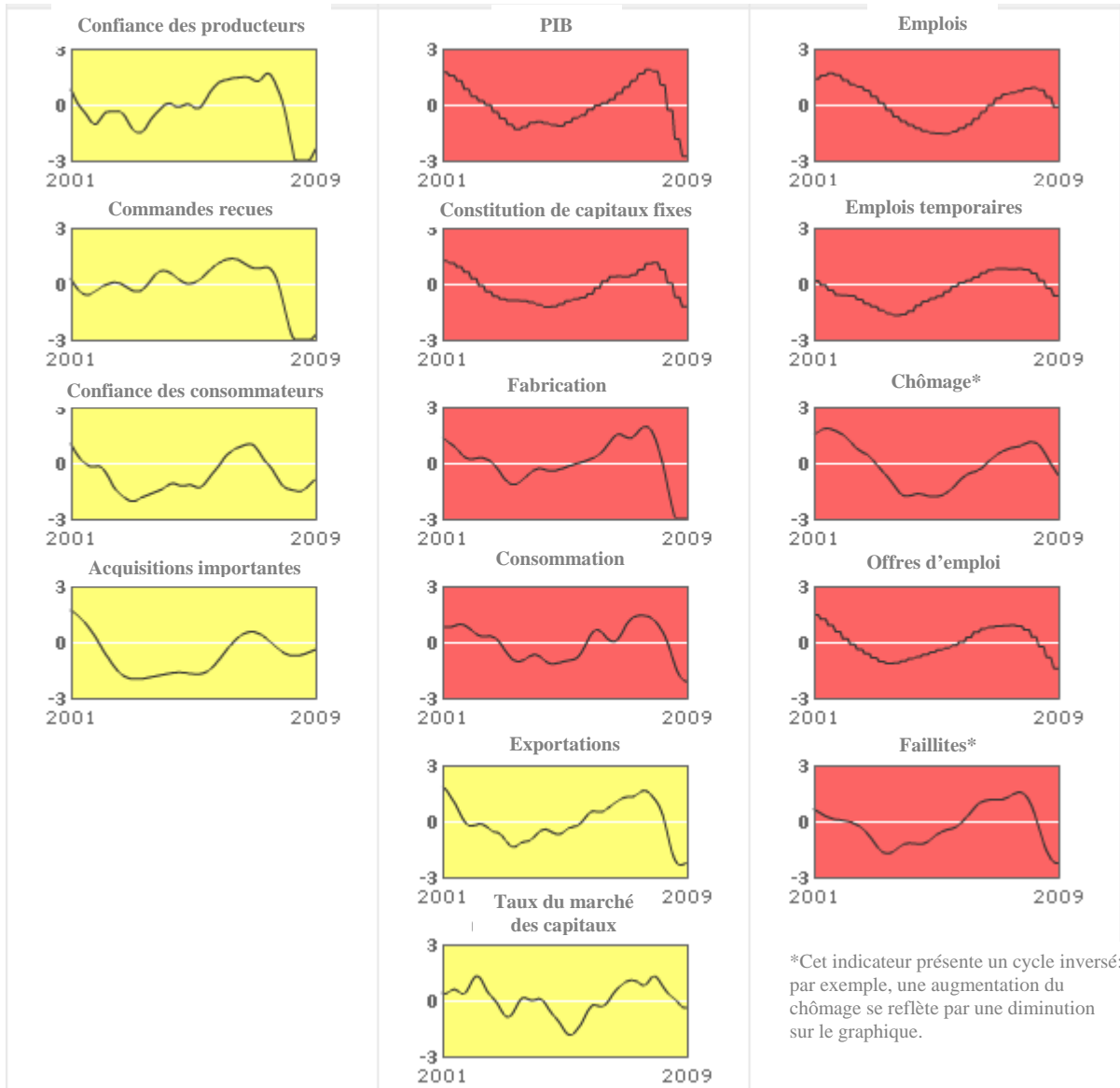
Annexe 1: Traceur du cycle économique

Le Traceur du cycle économique de Statistique Pays-Bas pour septembre 2009: on constate une transition du quadrant de récession (inférieur gauche) vers le quadrant de reprise (inférieur droit).



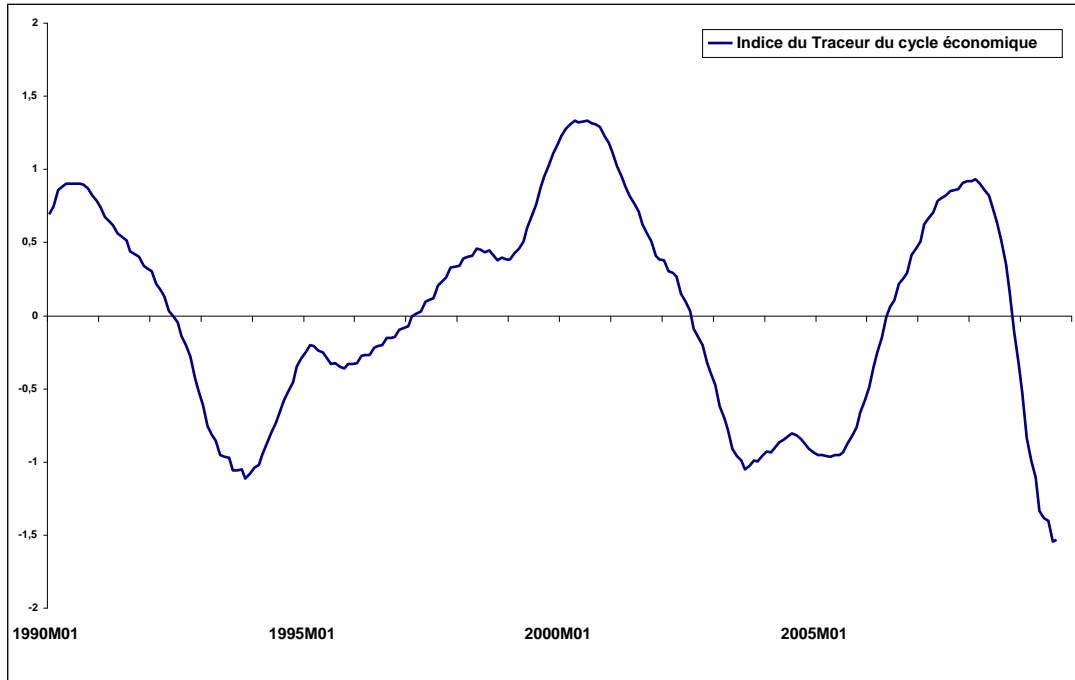
Annexe 2: Tableau de bord du cycle économique

Tableau de bord du cycle économique: le développement cyclique des indicateurs qui composent le Traceur du cycle économique. La couleur du graphique correspond au code de couleur de la phase pertinente du cycle économique extraite du diagramme du Traceur. Les indicateurs sont regroupés en indicateurs subjectifs, indicateurs économiques et indicateurs du marché du travail.



Annexe 3: Indice du Traceur du cycle économique

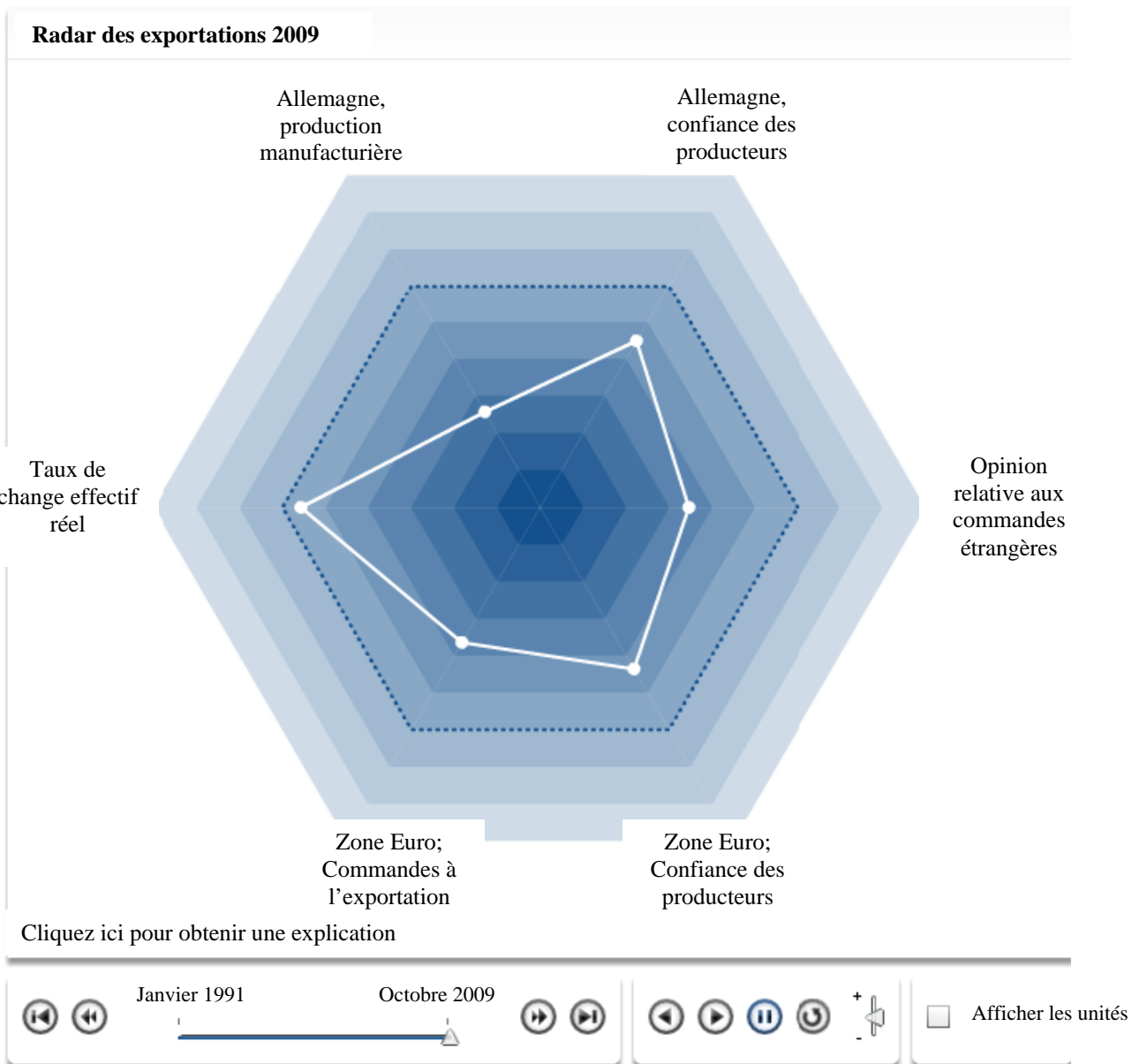
L'Indice du Traceur du cycle économique: la moyenne simple des indicateurs qui composent le Traceur du cycle économique. Il reflète la position du cycle économique néerlandais et résume les informations présentes dans chaque indicateur de ce cycle économique.



Annexe 4: Radar des exportations

Le Radar des exportations est une représentation graphique d'une série d'indicateurs structurés qui reflètent les conditions en vigueur pour les exportations néerlandaises.

RADAR DES EXPORTATIONS OCTOBRE 2009



REUNIONS ET SEMINAIRES

2 - 4 novembre 2009: Groupe de travail de l'OCDE sur les statistiques financières, Paris, France

4 - 6 novembre 2009: Groupe de travail de l'OCDE sur les comptes nationaux, Paris, France

9 - 10 novembre 2009: Réunion de l'Équipe spéciale OCDE/EUROSTAT sur le traitement des permis d'émission dans les comptes nationaux, Luxembourg

19 - 20 novembre 2009: Réunion du Groupe d'examen du Système européen de comptes (SEC) d'Eurostat, Luxembourg

7 - 9 décembre 2009: Groupe des amis de la Présidence sur les statistiques économiques intégrées, Washington, D.C.

9 - 11 décembre 2009: Séance de travail visant à élaborer un programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique, Bangkok, Thaïlande

14 - 16 décembre 2009: Séminaire international sur les Alertes rapides et les Indicateurs du cycle économique, Scheveningen, Pays-Bas

Note de la rédaction

Le bulletin SNA News and Notes est un service d'information semestriel du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale fourni par la Division de statistique de l'ONU. Il ne reflète pas nécessairement la position officielle des membres du Groupe de travail (Union européenne, FMI, OCDE, ONU et Banque mondiale).

SNA News and Notes est publié en quatre langues (anglais, espagnol, français et russe) et peut être consulté sur l'Internet à l'adresse suivante: <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/snanews.asp>

Il est possible d'accéder au SCN 1993, à des fonctions de recherche, à un glossaire de la comptabilité nationale et à différents manuels de comptabilité nationale, ainsi qu'aux comptes rendus des réunions et aux rapports du Groupe de travail sur l'Internet à l'adresse suivante: <http://unstats.un.org/unsd/sna1993/introduction.asp>

Toute correspondance, et notamment toute demande d'abonnement gratuit, doit être envoyée à l'adresse suivante: Division de statistique de l'ONU, Bureau DC2-1520, New York, NY 10017; tél.: +1-212-963-4859, télécopie: +1-212-963-1374, courriel: sna@un.org
